Le RSA ? mode d'emploi selon M. Wauquiez ou comment s'attaquer à ceux qui ne vivent pas mais survivent ....

Autre publié le **13/05/2011**, vu **1106 fois**, Auteur : Legavox - Droit et justice

L'UMP de Sarkozy étant entrée en campagne, il devient nécessaire d'avoir d'une cuvette à portée de la main pour écouter les zinfos. Ces mendiants de la politique sont prêts à tout pour sauver leur bectance. Après les patients psy, les Roms, les Tunisiens et tant d'autres, voici enfin la vraie bataille de France qui commence : ce sont les salauds de pauvres qui ruinent le pays.

Je voudrais d'abord rappeler à ces ahuris immatures que l'histoire est tragique, et que le libéralisme a conduit le monde à la faillite. L'idolâtrée République, nourrie de ses vaillantes certitudes, n'avait rien vu venir : la richesse de ceux qui réussissent aujourd'hui crée les emplois de demain... Moyenne en quoi on s'est retrouvé ici avec les ligues, pas loin avec les fascistes et un peu plus loin avec l'ami Staline.

Alors, le Conseil National de la Résistance, depuis Alger, a réfléchi à tout cela et a imposé une autre vision des droits de l'homme. On abandonnait l'approche individualiste, qui conduit à tout perdre, pour donner un but à la société, la cohésion sociale, et définir un ensemble de droits sociaux reconnus à chacun, au seul motif qu'il est vivant.

La Déclaration folle de 1789 est corrigée par le Préambule de 1946, qui affirme la dimension économique et sociale des droits de l'homme, et on parvient enfin à l'équilibre. La République, c'est 1789 et 1946.

Le Préambule démarre par ce rappel de l'Histoire, encore saignante : « Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés ». Et le texte proclame alors comme « particulièrement nécessaires à notre temps », une série de principes « politiques, économiques et sociaux ».

L'alinéa 11 affirme cette engagement de la République : « Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence ».

Ca, c'est 1946, avec dans la foulée les premiers grands régimes de Sécurité sociale et d'indemnisation chômage. Mais il restait la grande pauvreté, et on doit à la Gauche, avec Titine aux manettes, la CMU et le RMI. Vive la République, vive la France.

La Gauche avait vu la limite du RMI, trop statique, et préparé un système dans lequel la reprise d'un travail ne faisait rien perdre et permettait d'aller progressivement vers un vrai salaire. Sarko a repris le truc, et ça a été le RSA.

1. Le montant du RSA pour 2011 est de 466,99 € pour une personne seule sans enfant, 700,49 € pour une personne seule avec un enfant ou pour un couple sans enfant, 840,59 € pour une personne seule avec deux enfants ou pour un couple avec un enfant. Ajoutez un forfait logement de 56,04 € pour une personne seule, 112,08 € pour deux personnes, et 138,70 € pour 3 personnes et plus.

Le seuil de pauvreté est estimé à 950 euros de revenu par mois, et huit millions de Français vivent en dessous de ce chiffre. Au 1er janvier 2011, le Smic mensuel net est à **1073 €, et l'enfoiré mondain de Wauquiez veut plafonner les ressources des pauvres à 70 % du smic, soit à environ 700 €, bien en dessous du seuil de pauvreté.**

Le pilier de bistrot qui sert de conscience morale à ce sous-traitant du sarkozysme lui a expliqué que la RSA ruinait la France. En termes de macroéconomie, le RSA coûte peanuts.

Le RSA, c'est envions 8,5 milliards annuels, soit 1,5 milliards de plus que le système antérieur, et a été créée une taxe sur le patrimoine et les assurances-vie – 1,1 % de l'assiette – pour faire l'appoint. Cher ?

D'abord, ces sommes qui financent des besoins essentiels sont aussitôt réinjectées dans l'économie.

Ensuite, rappelons les chiffres des rentrées fiscales : la TVA, 193 milliards d'euros ; l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les

sociétés environ 60 milliards chacun ; la taxe intérieure sur les produits pétroliers, 18 milliards ; l'impôt sur la fortune, 3,5 milliards.

Et cette base, aussi étroite soit-elle, permet un redémarrage, restaure un début de vie, évitant les désastres de la désaffiliation.

Alors, il rapporterait combien le plafonnement voulu par notre grand dépendeur d'andouilles ? En on sauverait la France ?

Le pire, c'est « je dis tout haut ce que les autres disent tout bas ». Donc, mes électeurs s'excitent contre les salauds de pauvres, alors je donne un coup d'accélérateur et je double Marine par la Droite. Vive l'UMP.

Bien sûr, et malgré les démentis mollassons de Fillon, il est évident que cette affaire est un coup monyé, qui permet de donner un signe aux électeurs assoiffés de haine sociale. Copé, le grand intellectuel, salue l'importance de ce débat et Hortefeux dit partager les convictions de Wauquiez.

Il devient urgent qu'ils dégagent.

Sources Actualités du droit

http://lesactualitesdudroit.20minutes-blogs.fr/archive/2011/05/13/l-ump-lance-la-chasse-aux-pauvres.html#comments

voir aussi Droits et obligations du bénéficaire du revenu de solidarité active

http://vosdroits.service-public.fr/F19781.xhtml